

# Rendement des entreprises et appartenance

22

## Survol

Grosse ou petite, chaque entreprise du Canada a tout d'abord été une idée qui a germé dans l'esprit de quelqu'un. À un moment ou à un autre, un entrepreneur disposant d'une mise de fonds initiale et ayant de l'énergie à revendre a décidé de prendre un risque et de se lancer en affaires. Il est devenu nettoyeur à sec, fabricant d'ordinateurs, commerçant, restaurateur ou même éleveur d'émeus.

Les risques pris et le travail acharné de ces personnes ont porté fruit : le bénéfice d'exploitation des entreprises canadiennes a plus que doublé, passant de 112,1 milliards de dollars en 1998 à 243,6 milliards de dollars en 2006. Les entreprises non financières, par exemple les mines, les compagnies de théâtre ou les services Internet, ont réalisé 72 % de ces bénéfices; les établissements financiers et les compagnies d'assurances ont produit le reste.

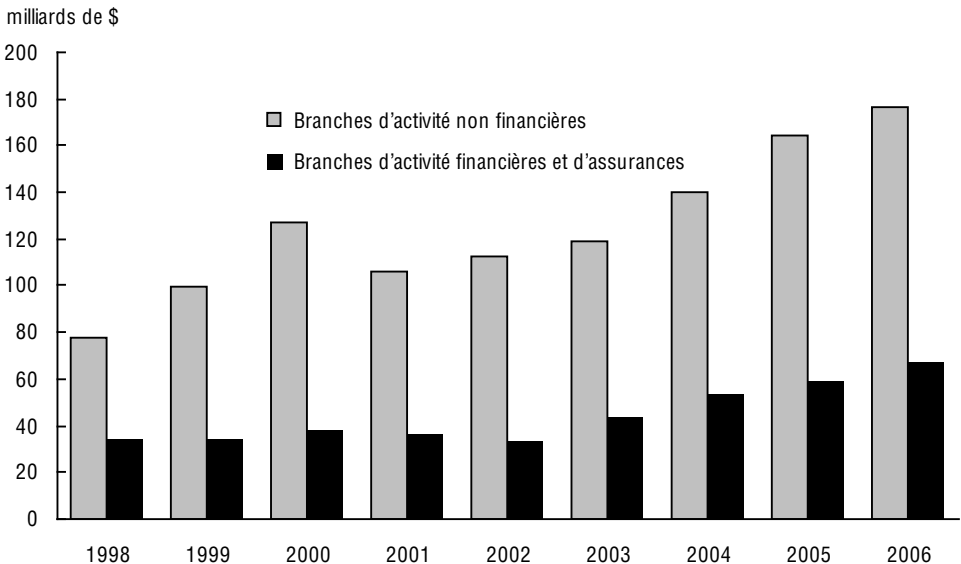
Les entreprises qui génèrent les plus grosses recettes sont celles qui fournissent des biens aux consommateurs canadiens et au reste de l'économie : les fabricants, les grossistes et

les détaillants. Ensemble, ces entreprises ont généré plus de 1 571,0 milliards de dollars de recettes et 73,3 milliards de dollars de bénéfices en 2006. Les constructeurs d'habitations et les autres entreprises de construction ont engrangé une autre tranche de 197,8 milliards de dollars de recettes cette même année, suivis de près par les entreprises en croissance rapide du secteur pétrolier et gazier (157,4 milliards de dollars). Les banques et les compagnies d'assurances ont pour leur part touché des recettes d'environ 275,8 milliards de dollars.

## Plus grosses recettes : plus gros bénéfices?

Toutefois, les recettes les plus élevées ne signifient pas toujours les bénéfices les plus élevés. En 2006, les fabricants, les grossistes et les détaillants du Canada étaient parmi les entreprises les moins rentables, leur marge bénéficiaire moyenne se situant à environ 5 %. Entre-temps, les entreprises du secteur des

**Graphique 22.1**  
**Bénéfices d'exploitation, toutes les branches d'activité**



Note : Les données sont désaisonnalisées.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 187-0002.

services immobiliers et des services de location ainsi que de l'extraction minière, pétrolière et gazière ont affiché des marges bénéficiaires oscillant entre 18 % et 21 % en 2006. Cependant, la palme revient aux établissements financiers : les banques et les sociétés émettrices de cartes de crédit enregistrent en effet des marges bénéficiaires de 26 % et de 41 % respectivement.

### Et la croissance?

La croissance suit les tendances économiques de près. Les entreprises participant au boom pétrolier et gazier dans l'Ouest ont connu une croissance considérable de leurs recettes de 2001 à 2006, tout comme les entreprises du secteur des services immobiliers de tout le pays. La croissance rapide d'Internet s'est également révélée profitable pour de nombreuses entreprises. Les industries de l'information et de la culture ont ainsi vu leurs recettes grimper en flèche pendant la même période.

Les moyennes et grandes entreprises ont tendance à être davantage en mesure de tirer parti de la conjoncture et de croître. De 1991 à 2003, le nombre de moyennes entreprises (de 20 à 99 employés) a augmenté de 25 %, tandis que le nombre de grandes entreprises (de 100 à 499 employés) a augmenté de 33 %. Par ailleurs, le nombre de petites entreprises (de 0 à 19 employés) ne s'est accru que de 11 %.

**Tableau 22.a**  
**Faillites des entreprises, certaines industries**

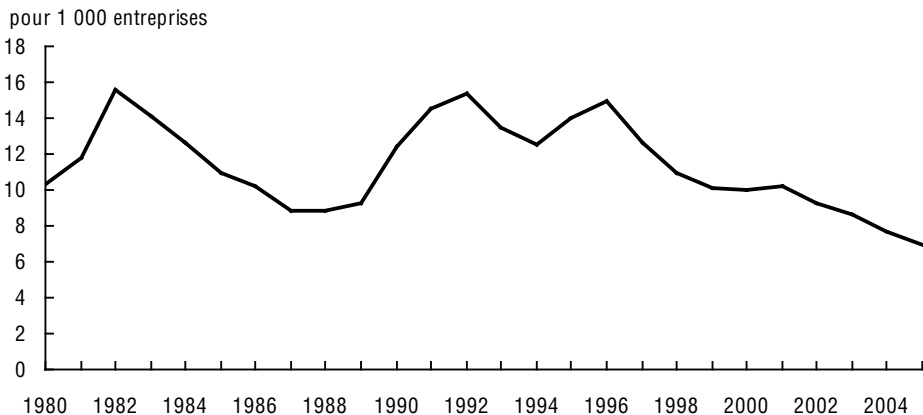
	2004	2006
	nombre	
<b>Toutes les industries</b>	<b>8 128</b>	<b>6 756</b>
Construction	1 344	1 152
Commerce de détail	1 204	989
Finance et assurances	118	81
Hébergement et services de restauration	932	767

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 177-0006.

Pourtant, les petites entreprises sont de loin les plus nombreuses. En effet, plus de 9 entreprises canadiennes sur 10 en 2003 comptaient moins de 20 employés. Ensemble, ces petites entreprises n'emploient toutefois qu'environ 21 % de tous les travailleurs canadiens. Pour mettre cette statistique en perspective, un petit nombre de grandes entreprises, soit environ 2 000 sur plus d'un million, comptent pour 43 % de tous les employés au pays. Ces proportions sont demeurées presque inchangées de 1993 à 2003.

Les entreprises ont recours aux investissements de capitaux pour soutenir leur croissance. Les petites et moyennes entreprises du Canada ont affiché en effet une dette totale de 377 milliards de dollars en 2004. Si elles n'ont pas accès à un financement suffisant, la plupart des petites et moyennes entreprises ne peuvent pas prendre d'expansion, lancer de nouveaux produits ou

**Graphique 22.2**  
**Faillites d'entreprises**



Source : Statistique Canada, produit n° 11-621-MIF au catalogue.

investir dans la recherche et le développement. Les entreprises comptant de 1 à 4 employés ont une dette moyenne de 187 000 \$, celles employant de 5 à 19 personnes, 489 000 \$, et les entreprises ayant de 20 à 99 employés, 2,2 millions de dollars.

### Faillites d'entreprises à leur plus faible niveau en 25 ans

Bien que le financement des entreprises soit le carburant de notre économie, les dettes peuvent s'accumuler. Et en l'absence d'importants bénéfices d'exploitation pour rembourser les sommes dues, de nombreuses entreprises doivent déclarer faillite chaque année. Cependant, selon une récente étude, le taux de faillite des entreprises en 2005 a chuté à son niveau le plus bas en 25 ans, soit un taux de seulement 7 faillites pour 1 000 entreprises.

Certains indicateurs montrent que les entreprises du Canada sont aujourd'hui plus en santé et peuvent davantage traverser des périodes difficiles. Par exemple, les récessions et la restructuration économique du début des années 1980 et 1990 étaient accompagnées de taux de faillite d'entreprises considérablement plus élevés. En fait, ces taux ont atteint des sommets en 1982 et en 1992. Toutefois, le ralentissement économique de 2001 et 2002

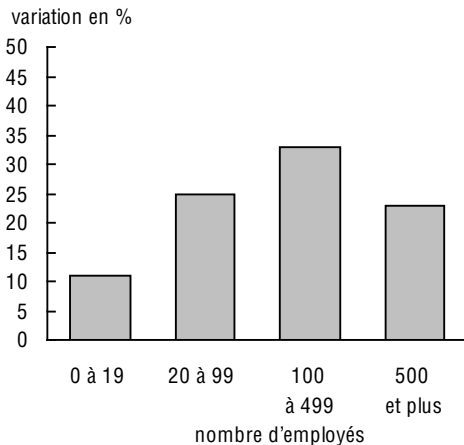
n'était pas accompagné d'une augmentation semblable au taux de faillite d'entreprises. Ces taux ont fortement baissé, tout comme les pertes financières moyennes associées aux faillites.

### La part de l'économie sous contrôle étranger est stable

Certaines entreprises canadiennes sont sous contrôle étranger et celles-ci ont enregistré des bénéfiques records ces dernières années. Malgré leur succès, la part des sociétés sous contrôle étranger est demeurée stable en 2004 : les entreprises étrangères ont possédé 22 % de l'actif des sociétés détenu au Canada et ont produit 30 % des recettes. Mises à part quelques fluctuations, ces proportions sont demeurées passablement stables depuis le milieu des années 1990.

Les États-Unis continuent d'être de loin la force dominante. En effet, les sociétés américaines ont représenté 60 % de la valeur de l'actif et des recettes sous contrôle étranger en 2004. Viennent ensuite le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas et la France, le classement étant établi en fonction de l'actif et des recettes. Les industries les plus importantes sous contrôle étranger sont le secteur de la fabrication (50 % de l'actif total en 2004) et celui du pétrole et du gaz (45 % de l'actif total en 2004).

**Graphique 22.3**  
Croissance du nombre d'entreprises selon la taille de l'entreprise, 1991 à 2003



Source : Statistique Canada, produit n° 61-534-XWF au catalogue.

### Sources choisies

#### Statistique Canada

- *Analyse en bref*. Hors série. 11-621-MIF
- *Industrie de l'environnement : secteur des entreprises*. Bisannuel. 16F0008XIF
- *La dynamique des entreprises au Canada*. Hors série. 61-534-XIF
- *La Loi sur les déclarations des personnes morales*. Annuel. 61-220-XIF
- *Statistiques financières et fiscales des entreprises*. Annuel. 61-219-XIF
- *Statistiques financières trimestrielles des entreprises*. Trimestriel. 61-008-XIF
- *Statistiques sur le secteur public*. Annuel. 68-213-XIE

## Banques étrangères : une visibilité accrue

De nos jours au Canada, il est presque aussi facile de faire affaire avec une banque étrangère qu'avec l'une des principales banques canadiennes à charte. Les banques étrangères ont en effet accru leur visibilité au Canada avec le nouveau millénaire. De 1997 à 2004, les banques sous contrôle étranger ont connu une croissance constante et porté leur part du marché bancaire canadien à environ 8 %.

En 1999, l'administration fédérale autorisait les banques étrangères à implanter des succursales à service complet au Canada, permettant ainsi à ces banques d'offrir une gamme de services financiers beaucoup plus étendue. Le secteur bancaire canadien comprend aujourd'hui 21 banques canadiennes, 26 filiales de banques étrangères et 19 succursales de banques étrangères à service complet.

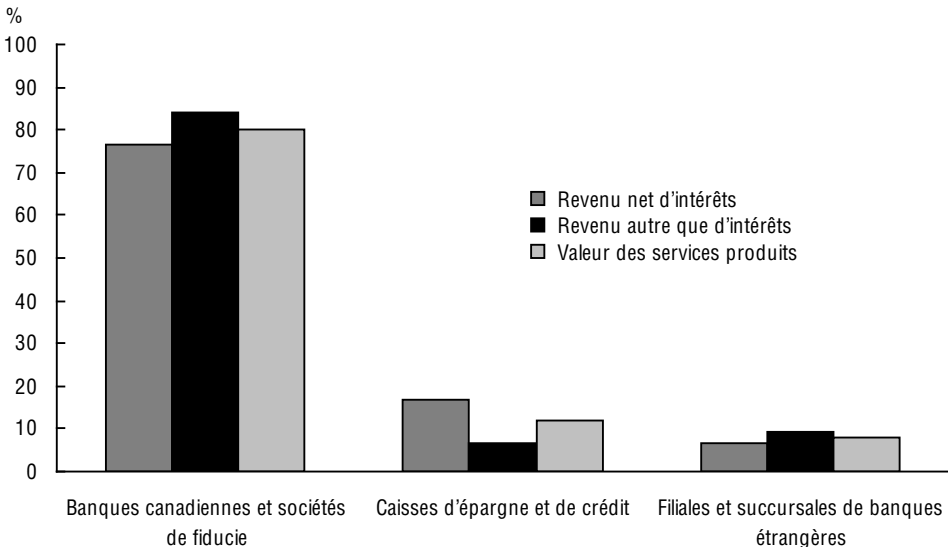
Tant les banques étrangères que les banques canadiennes ont tiré parti de la récente faiblesse des taux d'intérêt au Canada, qui avaient cours dans tout le marché des services

financiers. Stimulées par l'essor des prêts à la consommation, les banques étrangères qui ont connu la croissance la plus rapide ont été celles offrant des services de cartes de crédit et d'autres services financiers électroniques ainsi que celles œuvrant dans le domaine du financement des entreprises et des institutions.

Toutefois, l'accroissement de la part du marché des banques étrangères est le résultat du travail de quelques entreprises seulement. En effet, les activités de six banques étrangères seulement ont représenté 80 % de la valeur des services produits, la croissance annuelle moyenne de la plupart d'entre elles se situant à 10 % ou plus.

Les banques canadiennes continuent cependant de dominer le marché des services financiers au pays. Elles n'ont perdu qu'une partie relativement petite du marché aux mains des banques étrangères, et ce, malgré la forte croissance de ces dernières. La valeur réelle totale des services des banques canadiennes continue de croître à un rythme d'environ 2 % par année.

**Graphique 22.4**  
Part du marché selon le type d'institution financière, 2004



Source : Statistique Canada, produit n° 11-621-MIF au catalogue.

# Essor du secteur de l'environnement

Les Canadiens sont conscients des effets de l'activité humaine sur l'environnement et les entrepreneurs investissent davantage dans la protection de l'environnement. En outre, les travaux de recherche et développement ont contribué à l'essor d'éco-entreprises et ont permis à celles-ci d'accroître leurs revenus.

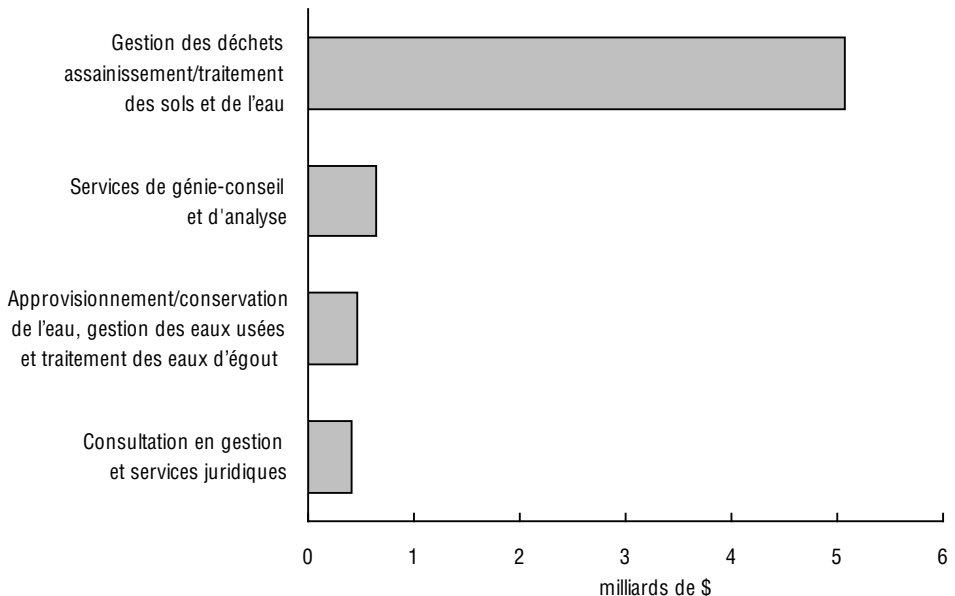
Les biens et services environnementaux permettent d'évaluer, de prévenir, de limiter ou de corriger les dommages qui touchent l'eau, l'air et le sol. Les biens englobent les matières recyclables et les technologies réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Les services regroupent la gestion des déchets, les projets de construction liés à l'environnement et les services de conseils en environnement. Ensemble, les entreprises fournissant ces biens et services ont généré environ 16 milliards de dollars de recettes en 2002, en hausse de 8 % par rapport à 2000.

Plusieurs tendances entraînent la croissance des éco-entreprises. Par exemple, les ménages et les entreprises produisent plus de déchets, et

les entreprises du secteur des mines, du pétrole, du gaz et du charbon dépensent davantage pour la remise en état et le déclassé. Ainsi, les recettes des entreprises offrant des services de gestion des déchets et d'assainissement ont bondi de 4 milliards de dollars en 2000 à un peu plus de 5 milliards de dollars en 2002.

Les Canadiens tentent d'améliorer le rendement énergétique en réduisant la consommation et en récupérant des sous-produits utiles. Ainsi, les éco-entreprises se développent rapidement : en 2002, elles ont tiré 364 millions de dollars de la vente de technologies servant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment des piles à combustible, des carburants de remplacement et des systèmes d'énergie solaire et éolienne. Les services de conseils et de génie en environnement et les services d'analyse ont généré 638 millions de dollars, et les services de gestion de l'eau et des eaux usées, 470 millions de dollars. Les Canadiens ont créé environ 500 nouvelles éco-entreprises de 2000 à 2002, des sociétés de services de conseils pour la plupart.

**Graphique 22.5**  
**Revenus tirés de services environnementaux, certains services, 2002**



Source : Statistique Canada, produit n° 16F0008XIF au catalogue.

## Des profits records pour les entreprises

L'une des plus importantes nouvelles concernant le secteur des entreprises au Canada porte sur les bénéfices d'exploitation, qui ne font qu'augmenter. La croissance a certes ralenti un peu en 2006, mais les entreprises ont néanmoins vu leurs bénéfices d'exploitation augmenter trimestre après trimestre, jusqu'à un sommet de 243,6 milliards de dollars pour l'année.

Les bénéfices d'exploitation des entreprises, c'est-à-dire les bénéfices avant impôts réalisés dans le cours normal de leurs activités, n'ont connu que quelques dérapages trimestriels depuis 2002. Les facteurs contribuant à cet essor comprennent les faibles taux d'intérêt, qui ont favorisé les dépenses des consommateurs et des entreprises, et la vigueur des prix des produits de base, qui a fait gonfler les bénéfices des entreprises dans le secteur des mines, du pétrole et du gaz.

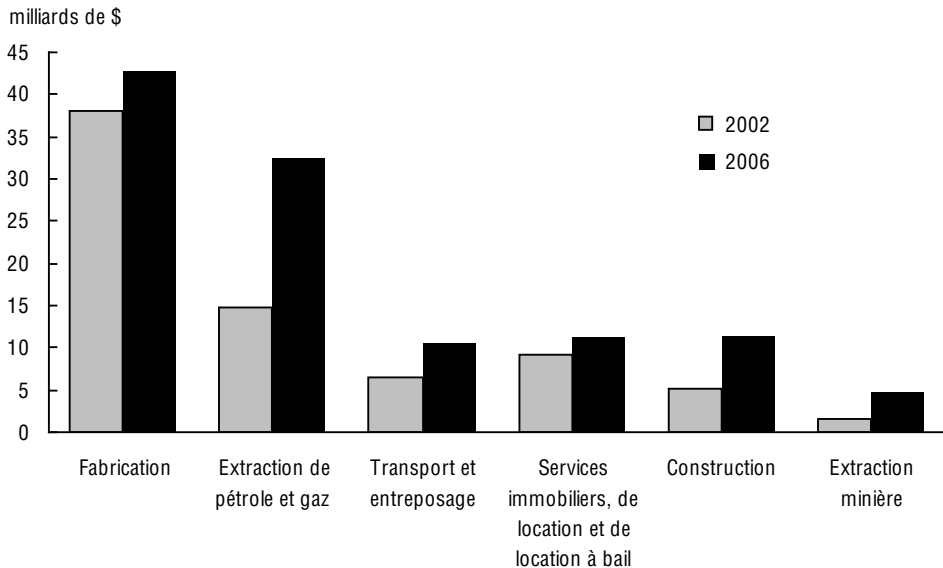
Le secteur des hydrocarbures a joué un rôle prédominant. Les bénéfices d'exploitation ont plus que doublé : 14,7 milliards de dollars en 2002 et 32,5 milliards de dollars en 2006. Les sociétés minières ont aussi plus que doublé

leurs bénéfices d'exploitation, en hausse de 177 %, de même que les entreprises du secteur de la construction en hausse de 126 % grâce à l'effervescence des marchés de la construction résidentielle et commerciale. Le secteur des transports et de l'entreposage et celui des banques ont vu leurs bénéfices grimper pendant cette période : 62 % et 139 % respectivement. De plus, la vigueur du marché immobilier a fait croître les bénéfices d'exploitation des entreprises de ce secteur de 24 %.

Tous les secteurs n'ont cependant pas profité de cette conjoncture. Les industries manufacturières — touchées par les coûts élevés du carburant, la force du dollar canadien et le ralentissement de l'économie des États-Unis — ont vu leurs bénéfices d'exploitation augmenter de seulement 18 % de 2002 à 2004, puis reculer de 5 % de 2004 à 2006.

Les entreprises sous contrôle étranger ont affiché ces dernières années quelques-uns des taux de croissance les plus élevés. De 2002 à 2004, par exemple, ces entreprises ont vu leurs bénéfices d'exploitation bondir de presque 39 %.

**Graphique 22.6**  
Bénéfices d'exploitation, certaines industries



Note : Données désaisonnalisées.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 187-0002.

# Impôt des sociétés et crédits d'impôt

Les gros brasseurs d'affaires sont aussi de gros contribuables. Les entreprises ont généré 46,5 milliards de dollars en recettes fiscales pour toutes les administrations publiques en 2005. Cette année-là, les sociétés ont dû la part du lion en impôt à l'administration fédérale, soit 31,5 milliards de dollars, suivis par 15,0 milliards de dollars dus aux administrations provinciales.

Tout comme les particuliers, les entreprises ont recouru aux crédits d'impôt pour diminuer leurs revenus imposables et, du coup, leurs impôts. Ainsi, l'impôt total sur le bénéfice à payer par les entreprises en 2005 s'élevait à 57,4 milliards de dollars. Toutefois, un crédit d'impôt fédéral au titre de l'impôt sur les bénéfices que les sociétés payent aux administrations provinciales a réduit ce montant de 14,1 milliards de dollars.

Les déductions d'impôt spécifique que réclament les petites entreprises — 5,3 milliards de dollars en 2005 par rapport à 4,7 milliards de dollars en 2004 — représentent un autre crédit d'impôt. Il faut aussi tenir compte de la déduction pour les bénéfices de fabrication et de transformation, qui

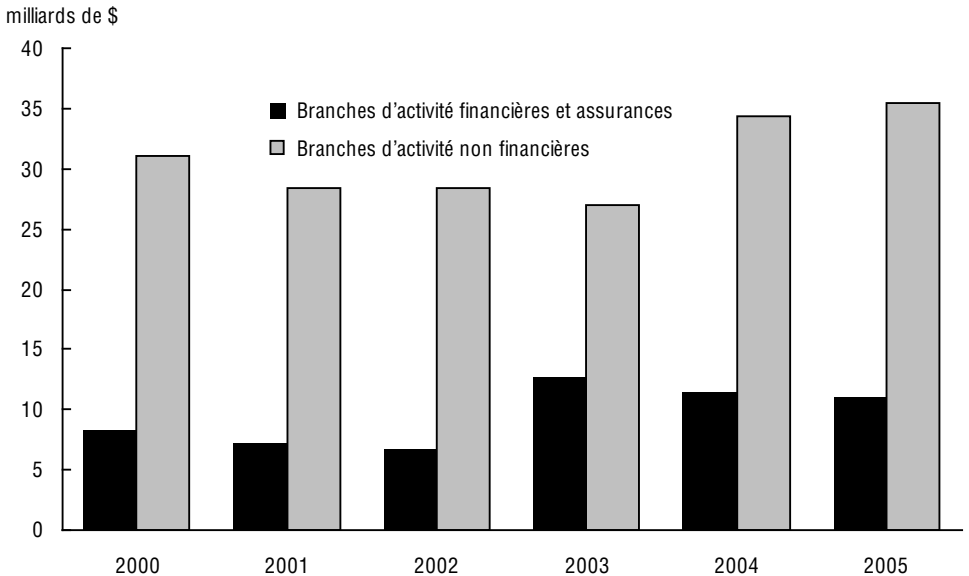
s'établissait à 1,4 milliard de dollars, une baisse par rapport à 1,7 milliard en 2004.

Les crédits d'impôt à l'investissement aident les sociétés à réduire leur fardeau fiscal lorsqu'elles enregistrent une perte. Ces crédits accumulés sont ensuite payés sous forme d'impôt au moment où la société retrouve la rentabilité. En 2005, les sociétés ont réclamé 1,6 milliard de dollars en crédits d'impôt, en baisse comparativement aux 2,0 milliards de dollars enregistrés en 2004.

Les entreprises non financières ont payé des impôts de 35,5 milliards de dollars, en hausse de 1,2 milliard comparativement à 2004. Plus de la moitié de cette augmentation de 3 % provenait des secteurs de la construction et des services immobiliers, lesquels ont connu une croissance considérable en 2005.

Les trésors des administrations publiques ont augmenté au rythme de la croissance de l'économie : la part des recettes consolidées de toutes les administrations publiques représentée par les impôts des sociétés a plus que doublé de 1995 à 2005.

**Graphique 22.7**  
**Impôt sur les sociétés**



Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 180-0003.

Tableau 22.1 Entreprises, par province et territoire, 1995 à 2003

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoires <sup>1</sup>
	milliers											
1995	962,1	21,6	7,6	32,0	27,8	227,7	303,7	35,7	40,8	112,5	149,0	3,7
1996	963,8	20,5	7,5	31,4	27,5	227,6	303,8	35,7	40,9	114,5	150,8	3,8
1997	985,1	20,4	7,6	32,2	27,6	228,4	311,3	36,2	41,7	121,2	154,8	3,8
1998	1 005,0	20,4	7,7	32,4	28,2	231,7	320,2	36,7	41,2	126,7	156,2	3,8
1999	1 017,6	20,2	7,7	33,0	28,3	233,7	327,2	36,8	40,8	129,7	156,3	3,8
2000	1 021,6	19,8	7,3	32,3	27,8	233,3	332,1	36,2	40,1	132,6	155,9	4,0
2001	1 032,9	19,8	7,2	32,2	27,8	232,9	337,9	36,4	40,1	137,3	157,1	4,1
2002	1 044,7	19,6	7,2	32,0	27,6	233,3	343,6	36,9	39,9	140,9	159,5	4,2
2003	1 060,8	19,9	7,1	32,0	27,4	234,8	351,1	36,9	39,8	144,5	162,9	4,3

**Note :** Comme une entreprise peut mener des activités dans plus d'une province, le nombre d'entreprises aux échelons provincial et national peut varier.

1. Inclut les données pour le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

**Source :** Statistique Canada, produit n° 61-534-XIF au catalogue.

Tableau 22.2 Faillites selon le secteur, par province et territoire, 2006

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Territoires <sup>1</sup>
	nombre											
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>6 756</b>	<b>45</b>	<b>41</b>	<b>241</b>	<b>193</b>	<b>1 837</b>	<b>2 677</b>	<b>160</b>	<b>301</b>	<b>666</b>	<b>587</b>	<b>8</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	358	3	8	13	19	70	52	37	90	19	47	0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	35	0	0	1	0	3	6	0	3	19	3	0
Services publics	14	0	0	1	0	3	3	0	0	1	6	0
Construction	1 152	8	5	44	22	183	496	16	39	223	115	1
Fabrication	571	2	1	17	20	213	221	13	4	38	42	0
Commerce de gros	324	1	1	9	4	130	130	1	7	22	19	0
Commerce de détail	989	7	8	42	34	271	424	20	34	67	80	2
Transport et entreposage	641	1	0	23	31	154	231	16	44	90	50	1
Industrie de l'information et industrie culturelle	136	1	1	4	0	44	64	4	1	5	12	0
Finance et assurances	81	0	1	3	2	28	31	1	1	10	4	0
Services immobiliers et services de location et de location à bail	149	0	1	10	5	46	63	1	2	12	9	0
Services professionnels, scientifiques et techniques	431	1	3	12	8	136	170	3	14	35	49	0
Gestion de sociétés et d'entreprises	39	0	0	0	2	12	16	0	2	1	6	0
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	326	2	3	6	9	89	144	2	10	26	35	0
Services d'enseignement	60	0	1	3	0	22	25	0	3	4	2	0
Soins de santé et assistance sociale	75	2	0	3	3	21	25	0	5	8	8	0
Arts, spectacles et loisirs	156	1	2	4	8	44	69	6	2	14	6	0
Hébergement et services de restauration	767	12	5	22	11	241	316	31	25	42	59	3
Administrations publiques	11	1	0	1	1	3	5	0	0	0	0	0
Autres services (excluant les administrations publiques)	441	3	1	23	14	124	186	9	15	30	35	1

**Note :** Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), 2002.

1. Inclut les données pour le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

**Source :** Statistique Canada, CANSIM : tableau 177-0006.



Tableau 22.3 Entreprises selon la taille, 1983 à 2003

	Ensemble des entreprises	0 à 19 employés	20 à 99 employés	100 à 499 employés	500 employés et plus
	milliers				
1983	752,7	708,5	36,4	6,1	1,6
1984	779,8	732,0	39,6	6,6	1,7
1985	808,7	758,3	41,8	6,9	1,7
1986	834,3	781,3	44,1	7,2	1,8
1987	865,2	808,3	47,4	7,6	1,9
1988	889,0	828,9	50,1	8,0	1,9
1989	907,6	845,2	52,1	8,3	2,0
1990	917,4	855,7	51,5	8,2	2,0
1991	907,2	843,0	53,7	8,5	2,0
1992	907,8	845,7	52,1	8,1	1,9
1993	910,3	847,3	52,9	8,2	2,0
1994	918,0	853,8	53,7	8,5	2,0
1995	923,0	856,7	55,4	8,8	2,0
1996	925,2	857,7	56,5	8,9	2,1
1997	945,0	874,7	58,7	9,4	2,2
1998	957,9	886,2	59,8	9,7	2,2
1999	970,2	897,8	60,2	9,9	2,2
2000	980,8	905,5	62,4	10,5	2,3
2001	991,5	914,0	64,0	11,0	2,4
2002	1 003,0	923,2	66,2	11,2	2,4
2003	1 018,9	937,8	67,3	11,4	2,5

**Note :** Les données pour les années antérieures à 1991 ont été extrapolées retrospectivement au moyen d'un modèle.

**Source :** Statistique Canada, produit n° 61-534-XIF au catalogue.

**Tableau 22.4 Sociétés en activité au Canada, principales caractéristiques financières selon le pays de contrôle, 2001 à 2005**

	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars				
<b>Sociétés sous contrôle canadien et étranger</b>					
Actif	4 195 238	4 372 325	4 580 424	4 990 267	5 235 806
Revenu d'exploitation	2 401 139	2 430 061	2 514 887	2 671 764	2 848 520
Bénéfice d'exploitation	170 466	170 455	188 832	217 529	249 887
	variation en pourcentage depuis l'année précédente				
Actif	5,9	4,2	4,8	8,9	4,9
Revenu d'exploitation	4,0	1,2	3,5	6,2	6,6
Bénéfice d'exploitation	-11,0	0,0	10,8	15,2	14,9
	millions de dollars				
<b>Sociétés sous contrôle canadien</b>					
Actif	3 239 003	3 380 500	3 573 855	3 911 392	4 126 848
Revenu d'exploitation	1 672 272	1 713 607	1 767 131	1 869 121	1 997 197
Bénéfice d'exploitation	119 264	121 675	133 262	149 758	173 643
<b>Sociétés privées</b>					
Actif	2 896 124	3 028 373	3 221 276	3 550 860	3 767 819
Revenu d'exploitation	1 583 575	1 627 343	1 677 966	1 766 939	1 890 670
Bénéfice d'exploitation	93 702	95 835	105 873	126 014	148 033
<b>Sociétés commerciales publiques</b>					
Actif	342 879	352 127	352 578	360 531	359 028
Revenu d'exploitation	88 697	86 264	89 165	102 182	106 527
Bénéfice d'exploitation	25 562	25 839	27 389	23 744	25 610
<b>Sociétés sous contrôle étranger</b>					
Actif	956 235	991 825	1 006 570	1 078 875	1 108 959
Revenu d'exploitation	728 867	716 454	747 756	802 643	851 323
Bénéfice d'exploitation	51 202	48 780	55 571	67 771	76 244
<b>Sociétés des États-Unis</b>					
Actif	609 557	637 457	622 361	657 637	659 809
Revenu d'exploitation	482 955	469 367	472 522	505 923	536 128
Bénéfice d'exploitation	34 460	31 207	35 771	44 164	48 448
<b>Sociétés de l'Union Européenne</b>					
Actif	258 313	261 943	282 095	320 463	344 923
Revenu d'exploitation	155 760	155 996	179 360	191 724	207 331
Bénéfice d'exploitation	11 850	12 666	14 090	16 739	19 737
<b>Sociétés des autres pays étrangers</b>					
Actif	88 365	92 425	102 114	100 776	104 227
Revenu d'exploitation	90 153	91 091	95 874	104 996	107 864
Bénéfice d'exploitation	4 892	4 908	5 709	6 867	8 060

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 179-0004.

Tableau 22.5 Bilan pour le secteur bancaire, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
<b>Actif</b>	<b>1 323 806</b>	<b>1 408 877</b>	<b>1 565 617</b>	<b>1 649 746</b>	<b>1 837 920</b>
Encaisse et dépôts	14 545	22 446	44 520	39 752	31 435
Comptes débiteurs et produit à recevoir	5 358	5 137	4 542	5 445	5 924
Placements et comptes auprès des sociétés affiliées	70 196	81 370	91 455	85 559	98 900
Placements de portefeuille	242 364	257 589	277 946	316 894	373 708
Prêts	844 373	869 138	970 474	1 041 953	1 152 766
Hypothécaires	411 648	436 101	477 267	515 631	556 806
Non hypothécaires	432 725	433 037	493 207	526 321	595 960
Provision pour pertes sur placements et prêts	-16 534	-10 765	-8 100	-7 433	-6 916
Engagements des clients des banques comme acceptations	38 686	33 102	33 769	39 434	52 637
Immobilisations nettes	8 830	8 877	8 796	9 214	9 680
Autres actifs	115 988	141 983	142 216	118 929	119 784
<b>Passif</b>	<b>1 233 500</b>	<b>1 315 616</b>	<b>1 466 510</b>	<b>1 536 865</b>	<b>1 709 660</b>
Dépôts	907 694	965 529	1 064 463	1 141 786	1 242 769
Comptes créditeurs et charges à payer	10 653	12 270	11 090	11 715	15 484
Emprunts et comptes auprès des sociétés	4 466	17 962	19 115	11 465	11 776
Emprunts	23 298	25 934	29 588	33 407	37 374
Emprunts et découverts	2 999	5 012	6 897	7 802	8 994
Auprès des banques	935	283	608	574	763
Auprès des autres	2 064	4 729	6 289	7 228	8 232
Acceptations bancaires et documents bancaires	97	0	0	0	0
Obligations et débetures	19 981	20 692	22 618	25 460	28 127
Hypothèques	221	231	72	145	252
Impôts futurs	703	600	694	323	338
Engagements des clients des banques comme acceptations	38 695	33 104	33 769	39 310	52 512
Autres passifs	247 990	260 216	307 792	298 859	349 406
<b>Avoir</b>	<b>90 306</b>	<b>93 261</b>	<b>99 107</b>	<b>112 881</b>	<b>128 259</b>
Capital-actions	37 623	37 176	36 672	42 057	44 056
Surplus d'apport	4 563	5 684	6 487	9 411	10 132
Bénéfices non répartis	48 120	50 401	55 949	61 413	74 071

**Notes :** Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), 2002.

Les données du bilan reflètent les valeurs des niveaux rapportés au quatrième trimestre.

Comprend uniquement les entreprises canadiennes des banques à charte, les compagnies de fiducie, les compagnies de prêt hypothécaire acceptant des dépôts et les coopératives de crédit.

**Source :** Statistique Canada, CANSIM : tableau 187-0001.

Tableau 22.6 Bilan pour le secteur de l'assurance, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
<b>Actif</b>	<b>303 682</b>	<b>325 419</b>	<b>345 653</b>	<b>362 002</b>	<b>392 596</b>
Encaisse et dépôts	4 918	5 351	6 907	5 770	6 138
Comptes débiteurs et produit à recevoir	18 590	21 195	21 613	19 467	19 412
Placements et comptes auprès des sociétés participantes	36 519	32 818	35 600	43 473	54 633
Placements de portefeuille	171 048	186 503	198 386	208 862	225 329
Prêts	44 168	44 269	45 240	45 199	46 933
Hypothécaires	38 543	39 366	39 947	39 778	40 857
Non hypothécaires	5 625	4 903	5 293	5 421	6 077
Provision pour pertes sur placements et prêts	-138	-93	-126	-52	-54
Engagements des clients des banques comme acceptations	0	0	0	0	0
Immobilisations nettes	8 369	8 155	7 686	7 939	8 212
Autres actifs	20 209	27 220	30 346	31 344	31 993
<b>Passif</b>	<b>231 659</b>	<b>250 958</b>	<b>261 586</b>	<b>273 879</b>	<b>290 278</b>
Dépôts	5 140	4 962	5 159	5 335	5 549
Provisions techniques des assureurs	134 707	144 992	149 839	152 698	160 039
Comptes créditeurs et charges à payer	49 571	55 533	60 248	60 503	61 886
Emprunts et comptes auprès des affiliées	3 803	4 221	4 667	8 203	11 532
Emprunts	10 192	8 645	8 088	8 841	9 731
Emprunts et découverts	4 521	3 458	2 772	3 384	3 104
Auprès des banques	3 305	1 489	1 088	1 360	1 296
Auprès des autres	1 216	1 970	1 684	2 024	1 807
Acceptations bancaires et documents bancaires	5	5	5	6	6
Obligations et débetures	5 492	4 979	5 104	5 215	6 304
Hypothèques	175	202	206	237	317
Impôts futurs	-318	-93	-394	-499	-660
Autres passifs	28 562	32 699	33 978	38 798	42 203
<b>Avoir</b>	<b>72 023</b>	<b>74 461</b>	<b>84 068</b>	<b>88 123</b>	<b>102 318</b>
Capital-actions	18 010	22 458	26 485	26 439	28 580
Surplus d'apport	2 261	2 448	1 831	2 092	2 376
Bénéfices non répartis	51 753	49 555	55 752	59 593	71 362

**Notes :** Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), 2002.

Les données du bilan reflètent les valeurs des niveaux rapportés au quatrième trimestre.

Comprend uniquement les sociétés d'assurance canadiennes incluant les sociétés de réassurance.

**Source :** Statistique Canada, CANSIM : tableau 187-0001.

Tableau 22.7 Crédits aux entreprises, certaines sources, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	moyenne annuelle (millions de dollars)				
<b>Ensemble des crédits aux entreprises</b>	<b>887 630</b>	<b>904 418</b>	<b>944 844</b>	<b>1 005 589</b>	<b>1 066 468</b>
Ensemble des crédits à court terme aux entreprises	263 086	255 399	253 297	270 550	305 960
Prêts aux entreprises					
Banques à charte	121 346	121 835	125 509	135 505	147 901
Autres institutions	22 443	24 816	27 032	29 841	33 082
Prêts en monnaies étrangères des banques à charte aux résidents	22 825	18 534	18 064	17 870	20 196
Acceptations bancaires	44 883	39 308	35 929	37 878	48 362
Ajustement des crédits à court terme aux entreprises	189	671	-1 322	-1 634	-1 121
Ensemble des crédits à long terme aux entreprises	624 544	649 019	691 547	735 038	760 508
Prêts hypothécaires sur immeubles non résidentiels					
Banques à charte	16 443	16 965	17 731	18 621	19 629
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	561	553	668	1 039	1 275
Caisses populaires et coopératives d'épargne et de crédit	10 967	11 698	12 263	13 785	15 856
Compagnies d'assurance-vie	23 880	24 800	26 178	27 499	28 242
Créances résultant du crédit-bail					
Banques à charte	5 124	4 807	5 070	5 555	6 384
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	73	25	15	46	58
Autres crédits aux entreprises					
Obligations et débetures	239 360	241 573	253 295	262 444	258 564
Actions et autres	265 002	273 892	285 230	295 749	298 854

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 176-0023.

# Abréviations et signes conventionnels



## Provinces et territoires

Terre-Neuve-et-Labrador	T.-N.-L.
Île-du-Prince-Édouard	Î.-P.-É.
Nouvelle-Écosse	N.-É.
Nouveau-Brunswick	N.-B.
Québec	Qc
Ontario	Ont.
Manitoba	Man.
Saskatchewan	Sask.
Alberta	Alb.
Colombie-Britannique	C.-B.
Yukon	Yn
Territoires du Nord-Ouest	T.N.-O.
Nunavut	Nt

## Unités de mesure

centimètre	cm
degré Celsius	°C
gramme	g
heure	h
kilogramme	kg
kilomètre	km
kilowatt	kW
litre	l
mètre	m
millilitre	ml
watt	W

Les signes dont il est question dans le présent document s'appliquent à toutes les données que Statistique Canada publie, y compris les totalisations simples et les estimations, quelle qu'en soit la source (enquêtes, recensements et fichiers administratifs).

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

**Note :** Dans certains tableaux, les chiffres ont été arrondis. Par conséquent, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Lorsqu'un chiffre n'est pas accompagné d'un signe de qualité de données, cela veut dire que la qualité des données a été jugée « acceptable ou supérieure » selon les politiques et les normes de Statistique Canada.

Les statistiques de cette édition sont celles les plus récentes au moment de sa préparation. Pour obtenir des données plus récentes, veuillez visiter le Canada en statistiques à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)